

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-027

DU 28 JANVIER 2022

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 1ÈRE AFFECTATION POUR 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
- VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
- VU** la délibération n° CP 2017-038 du 27 janvier 2017 relative à une nouvelle convention entre la Région et le GIP TSHIF ;
- VU** la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
- VU** la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;
- VU** la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 – approbation de la convention-type en investissement santé ;
- VU** la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2019 modifiée par n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 ;
- VU** la délibération n° CP 2019-482 du 20 novembre 2019 - la politique régionale de santé 7ème affectation pour 2019
- VU** la délibération n° CP 2020-170 du 27 mai 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Ile-de-France 3ème affectation pour 2020 ;
- VU** la délibération n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020- la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2020 ;
- VU** la délibération n° CP 2020-170 du 27 mai 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Ile-de-France 3ème affectation pour 2020 ;
- VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;
- VU** la délibération n° CP2021-315 du 22 septembre 2021 - la politique régionale de santé 4ème affectation pour 2021
- VU** la délibération n° CP2021-408 du 19 novembre 2021- la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2021
- VU** le budget de la Région pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-027 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de **20** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 024 562,86 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 955 505,81 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2022.

Décide d'affecter un complément de subvention d'un montant d'autorisation de programme d'un montant de 8 099,05 € au bénéfice du Centre de santé de Cannes-Ecluse, disponible sur le chapitre 904, Programme HP 42-002 (142 002) « Renforcement de l'offre de soins » Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux », au titre du budget 2022.

Approuve la fiche-projet correspondante n° 21009021 telle qu'elle figure en annexe n° 1 à la délibération.

Décide d'affecter un complément de subvention d'un montant d'autorisation de programme d'un montant de 10 958,00 € pour l'installation de Vanessa BERNARD, sage-femme à Chevrigny-Cossigny, disponible sur le chapitre 904, Programme HP 42-002 (142 002) « Renforcement de l'offre de soins » Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux », au titre du budget 2022.

Approuve la fiche projet correspondante et l'avenant n°1 à la convention n° 21009799 tels qu'ils figurent en annexe n° 1 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Décide d'affecter un complément de subvention d'un montant d'autorisation de programme d'un montant de 50 000 € pour la création d'un cabinet médical à La Grande Paroisse, disponible sur le chapitre 904, Programme HP 42-002 (142 002) « Renforcement de l'offre de soins » Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux », au titre du budget 2022.

Approuve la fiche projet correspondante et l'avenant n°1 à la convention n°EX054377 tels qu'ils figurent en annexe n° 1 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Décide de modifier le plan de financement, le taux d'intervention ainsi que la base subventionnable de la subvention n° EX059467 octroyée pour la création d'un cabinet médical à Villemomble par délibération n° CP2021-408 du 19 novembre 2021. Le montant maximum de subvention reste inchangé à 250 000 €.

Approuve la fiche projet correspondante et l'avenant n°1 à la convention n° EX059467 tels

qu'ils figurent en annexe n° 9 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 2 : Première affectation aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés une première affectation des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2022 :

- Île de France Prévention Santé Sida (CRIPS - Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes),
- l'Observatoire régional de santé (ORS),
- le GIP TSHIF (Groupement d'intérêt public transport sanitaire hélicoptère en Île-de-France).

Affecte une autorisation d'engagement de **1 956 500 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-001 (141001) « prévention et éducation à la santé », action 14100102 « Île de France Prévention Santé Sida » du budget 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de **483 000 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40-004 (140004) « observatoires et organismes consultatifs », action 14000403 « observatoire régional de la santé » du budget 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de **120 000 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-004 (141004) « transport aérien d'urgence », action 14100401 « GIP transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France » du budget 2022.

Article 3 : renouvellement de la convention avec le TSHIF

Approuve la convention relative au groupement d'intérêt public « transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France TSHIF » pour la période 2022-2026, jointe en annexe 2 à la présente délibération.


Autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement des subventions attribuées au bénéfice du GIP TSHIF à la signature de la convention précitée.

Article 4 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 aliéna 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1135931-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

DOSSIER N° 21010754 - Offre de soins - Acquisition d'une cabine de téléconsultation sur la commune de Ballainvilliers (91)

Dispositif : Déploiement de la télémédecine dans les territoires (n° 00001167)

Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 904-41-204141-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déploiement de la télémédecine dans les territoires	105 875,99 € TTC	18,89 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLAINVILLIERS
Adresse administrative : 3 RUE DU PETIT BALLAINVILLIERS
91160 BALLAINVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Stéphanie GUEU-VIGUIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'une cabine de téléconsultation sur la commune de Ballainvilliers (91)

Dates prévisionnelles : 1 mars 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune a dû acquérir son équipement en urgence afin d'accueillir au plus vite les patients.

Description :

La commune va connaître une progression importante de sa population dans les prochaines années. En revanche, la démographie médicale est mauvaise et se dégrade.

Le projet d'acquisition d'une cabine de téléconsultation médicale permettra aux habitants :

- d'avoir une consultation généraliste de premier recours,
- d'accéder à une consultation médicale réalisée par un médecin distant, connecté via une plateforme numérique et un logiciel médical certifié,
- le patient s'identifie avec sa carte vitale
- le médecin guide le patient installé dans la cabine en visioconférence pour réaliser des prises de constantes (poids, prise de température, tensiomètre, prise de pouls, stéthoscope...),
- à l'issue de la consultation un rapport de visite et une ordonnance sont transmises par le médecin et imprimables immédiatement et directement dans la cabine.

Le service de téléconsultation sera également ouvert aux agents municipaux, et leur permettra ainsi de consulter un médecin sur le lieu de travail ce qui limitera les déplacements et leur apportera une

souplesse d'organisation

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BALLAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat télécabine	105 875,98	100,00%
Total	105 875,98	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	20 000,00	18,89%
Fonds propres	85 875,98	81,11%
Total	105 875,98	100,00%

DOSSIER N° EX061318 - Offre de soins - soutien à la création d'un cabinet médical en dermatologie - Paris 3ème arrondissement

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	172 367,40 € TTC	30,00 %	51 710,00 €
	Montant total de la subvention		51 710,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE DE DERMATOLOGIE PARIS MARAIS
Adresse administrative : 9 RUE DU GRAND VENEUR
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Monsieur REYHAN AMODE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la création d'un cabinet médical en dermatologie - Paris 3ème arrondissement

Dates prévisionnelles : 30 septembre 2021 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Soutien à la création d'un cabinet spécialisé en dermatologie à Paris, quartier du Marais

- Zonage ARS : Hors-zone
- Conventionnement des dermatologues en secteur 2 Optam

En 10 ans, l'Île-de-France a perdu 218 dermatologues. La région compte aujourd'hui 636 dermatologues en exercice. La moyenne d'âge de ces médecins est de 60 ans et parmi eux, 60% sont âgés de plus de 60 ans et partiront prochainement à la retraite. Par ailleurs, on recense 204 dermatologues âgés de plus de 64 ans en région Île-de-France pour seulement 157 internes en formation.

A Paris, 297 dermatologues sont recensés avec une moyenne d'âge de 59 ans et parmi eux, 36% sont âgés de plus de 65 ans. Le diagnostic local de santé réalisé indique que le 3ème arrondissement de Paris compte 6 dermatologues en exercice avec une moyenne d'âge de 54 ans. 3 de ces dermatologues sont âgés de plus de 65 ans et devraient logiquement partir d'ici peu de temps, ce qui représente 50% de

l'offre en dermatologie au sein de l'arrondissement.

Au vu de la démographie en dermatologie, des listes d'attente très longues sont observées pour obtenir un rendez-vous. L'implantation de 3 jeunes dermatologues, dont 2 sont primo-installants, permettra de répondre aux besoins de la population.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	172 367,40	100,00%
Total	172 367,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	120 657,18	70,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	51 710,22	30,00%
Total	172 367,40	100,00%

DOSSIER N° EX061156 - Offre de Soins - Création d'un cabinet médical à proximité de la gare de Lognes

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	782 796,00 € TTC	30,00 %	234 839,00 €
	Montant total de la subvention		234 839,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI BLKS MEDICAL
Adresse administrative : 9 ESPLANADE DES DROITS DE L HOMME
77185 LOGNES
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur KOSTA STAVRAKIS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical à proximité de la gare de Lognes

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2021 - 1 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un cabinet médical à Lognes

- Zonage ARS : ZIP (zone d'intervention prioritaire)
- Les médecins généralistes sont conventionnés en secteur 1

La ville dispose actuellement de 8 médecins généralistes exclusifs, soit une densité de 5,6 médecins pour 10 000 habitants contre 7,2 en moyenne en Île-de-France. La moyenne d'âge de ces médecins est de 58 ans. Parmi eux, 5 sont âgés de plus de 60 ans, ce qui représente 63% des effectifs en médecine générale.

Le cabinet médical constituera un lieu de prise en charge de premier recours pour les habitants du quartier. L'équipe a vocation à réunir 7 médecins généralistes dont 4 sont primo-installants, 1 spécialiste et 2 professionnels paramédicaux (1 infirmier et 1 orthophoniste). 1 médecin généraliste, 1 spécialiste et deux paramédicaux sont en cours de recrutement.

Ce projet a pour objectif de favoriser la venue de nouveaux professionnels, associés, remplaçants et d'étudiants sur le territoire grâce à une structure offrant une mutualisation des moyens humains et financiers. Le cabinet médical favorisera la coordination entre praticiens leur permettant d'échanger plus facilement et ainsi de faciliter la coordination des soins notamment grâce à la mise en place de protocoles et de réunions de concertation formalisées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- LOGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	375 000,00	47,91%
Travaux et charges afférentes	407 796,00	52,09%
Total	782 796,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	297 957,00	38,06%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	234 839,00	30,00%
ARS	250 000,00	31,94%
Total	782 796,00	100,00%

DOSSIER N° EX060735 - Offre de soins - Aménagement d'un cabinet de groupe à Evry

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	153 927,00 € TTC	43,42 %	66 828,00 €
	Montant total de la subvention		66 828,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACM SANTE

Adresse administrative : 7 RUE MONTESPAN
91000 EVRY COURCOURONNES

Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral par Action Simplifiée

Représentant : Madame CECILE PAPA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un cabinet de groupe à Evry

Dates prévisionnelles : 1 mai 2021 - 1 mai 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Extension d'un cabinet de groupe à Evry

- La commune est classée en « Zone d'Action Complémentaire »
- Les médecins généralistes sont conventionnés secteur 1

Le projet vise à agrandir l'espace pour accueillir plus de patients dans le respect des gestes barrières, disposer de locaux respectant les normes PMR et bénéficier d'outils informatiques performants et des équipements de diagnostics médicaux (échographe ECG, défibrillateur, bilirubinomètre...).

Le cabinet de groupe réalise le suivi de pathologies chroniques, le suivi des enfants et la réalisation de leurs vaccins obligatoires, la consultation des nourrissons en lien avec les sages-femmes de ville et dans un contexte de raréfaction des médecins de PMI et de services d'urgences pédiatriques saturés, le suivi des femmes enceintes dans le cadre des grossesses désirées ou non, la réalisation de test dépistage du Covid (PCR ou antigénique) notamment pour les patients symptomatiques, l'accompagnement thérapeutique des patients infectés par le Covid, l'accueil des situations de semi-urgences réalisant ainsi un sas avant les urgences hospitalières.

Le cabinet de groupe souhaite développer le conseil et la formation des professionnels de ville notamment les assistants médicaux et coordinateurs de soins, le développement de consultation d'expertise en téléconsultation, la consolidation des consultations de médecine générale en ville avec des médecins de proximité du territoire.

L'équipe médicale du futur cabinet se compose de 2 médecins généralistes et 5 infirmiers. 2 médecins généralistes et spécialistes à temps partiel en secteur 2 optam sont en cours de recrutement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	103 253,00	67,08%
Travaux et charges afférentes	50 674,00	32,92%
Total	153 927,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	87 099,00	56,58%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	66 828,00	43,42%
Total	153 927,00	100,00%

DOSSIER N° 22001568 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé à Courtry (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	116 880,00 € TTC	12,83 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIVERT LAETITIA
Adresse administrative : 97 RUE CHARLES VAN WYNGENE
77181 COURTRY
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame LAETITIA PIVERT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une professionnelle de santé à Courtry (médecin généraliste)

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2021 - 1 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats de l'équipement en anticipation et en urgence permettant d'assurer la continuité des soins.

Description :

Installation d'un médecin généraliste à Courtry

La commune de Courtry est classée zone d'intervention prioritaire par l'Agence Régionale de Santé au dernier zonage de 2018.

Depuis 2015, la commune de 6600 habitants compte 3 médecins généralistes dont la moyenne d'âge est de 58 ans. 2 de ces médecins sont donc à un âge proche de la retraite, c'est pourquoi il est nécessaire d'anticiper leur départ.

Cette aide de la Région permettra à une jeune généraliste de s'installer sur la commune et ainsi consolider l'offre de soins.

Localisation géographique :

- COUNTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	116 880,00	100,00%
Total	116 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	101 880,00	87,17%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	12,83%
Total	116 880,00	100,00%

DOSSIER N° 21010812 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	18 018,80 € TTC	50,00 %	9 009,40 €
	Montant total de la subvention		9 009,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RABES LAURIANE
Adresse administrative : 15 AV FELIX BRACQUEMOND
92310 SEVRES
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame Lauriane RABES, Médecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - LONGJUMEAU (91)

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2021 - 30 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le docteur Lauriane RABES a dû acquérir son matériel en urgence afin d'accueillir au plus vite les patients.

Description :

En matière d'offre de soins, la ville de Longjumeau a été définie zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'agence régionale de santé (ARS).

La commune compte actuellement 10 médecins généralistes exclusifs soit une densité médicale de 4.7 médecins pour 10.000 habitants 7.2 en Île-de-France. Parmi eux 3 sont âgés de 60 ans et plus et seront amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années, soit 30 % des effectifs en médecine générale.

La subvention régionale permettra à ce professionnel de santé de s'installer et de pallier en partie au déficit de l'offre.

Le nombre de consultations annuelles est évalué à 5.500, avec 13 % de patients bénéficiant de la CMU/AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel médical, informatique, mobilier	6 018,80	33,40%
Véhicule	12 000,00	66,60%
Total	18 018,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	9 009,40	50,00%
Fonds propres	9 009,40	50,00%
Total	18 018,80	100,00%

DOSSIER N° 21010803 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (kinésithérapeute)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	31 500,00 € TTC	47,62 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TLAGHI FATIME
Adresse administrative : 74 RUE CONSTANT COQUELIN
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame Fatime TLAGHI, Kinésithérapeute

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé (kinésithérapeute) - Vitry-sur-Seine (94)

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Mme TLAGHI a dû acquérir en urgence ses équipements afin de faire face aux besoins de santé de la population locale.

Description :

La commune de Vitry-sur-Seine est classée en zone d'intervention prioritaire par l'Agence Régionale de Santé.

L'installation d'un masseur-kinésithérapeute dans la commune permettra d'améliorer l'offre de soins du territoire en matière de kinésithérapie. Il s'engage à exercer son activité en secteur 1 au sein du cabinet et pourra accueillir jusqu'à un tiers de patients bénéficiaire de la CMU.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobiliers	30 000,00	95,24%
Equipements informatiques	1 500,00	4,76%
Total	31 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	15 000,00	47,62%
Fonds propres	16 500,00	52,38%
Total	31 500,00	100,00%

DOSSIER N° 21010745 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	2 696,94 € TTC	50,00 %	1 348,47 €
	Montant total de la subvention		1 348,47 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HERENG OPHELIE

Adresse administrative : 40 RUE WORTH
92150 SURESNES

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Ophélie HERENG, Médecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - Nanterre (92)

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2020 - 31 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'acquisition du matériel s'est fait en urgence avant le vote afin, d'ouvrir l'activité au public rapidement et satisfaire les besoins des patients.

Description :

La subvention régionale permettra à ce professionnel de santé d'acquérir son matériel médical et de s'installer sur la commune de Nanterre (92), ville classée en termes d'offre de soins, « zone d'action complémentaire » (ZAC) par l'Agence Régionale de Santé.

Depuis 2015, 29 départs ont été recensés sur la commune pour seulement 9 installations, soit 20 médecins qui n'ont pas été remplacés.

Actuellement, la commune de Nanterre compte 32 médecins généralistes exclusifs (médecins traitants), ce qui représente une densité médicale de 3,4 médecins pour 10 000 habitants contre 7.2 pour l'Île-de-France.

La moyenne d'âge de ces médecins est de 53 ans et parmi eux, on recense 12 médecins qui sont âgés de plus de 60 ans (soit 38 % des effectifs) et qui devraient prendre leur retraite dans les prochaines années à venir.

Cette installation d'un jeune professionnel de santé permettra de palier en partie au déficit de l'offre de soins.

Le nombre de consultations annuelles est évalué à 5.500, avec 5 à 10 % de patients bénéficiant de la CMU/AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000 € par professionnel.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels informatiques	2 696,94	100,00%
Total	2 696,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	1 348,47	50,00%
Fonds propres	1 348,47	50,00%
Total	2 696,94	100,00%

DOSSIER N° 21010736 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) -

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	13 689,69 € TTC	50,00 %	6 844,85 €
	Montant total de la subvention		6 844,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMADOU NADIA

Adresse administrative : RESIDENCE DU JEU DE PAUME APP 105
94000 CRETEIL

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Nadia AMADOU, Médecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - Bagneux (92)

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 31 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux ont commencé en urgence avant le vote afin d'ouvrir l'activité au public rapidement et satisfaire les besoins des patients.

Description :

En matière d'offre de soins, la ville de Bagneux a été définie zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'agence régionale de santé.

Depuis 2009, la commune a perdu 28 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte actuellement 15 médecins généralistes ce qui représente une densité médicale de 3.8 médecins pour 10.000 habitants contre 7.2 en Île-de-France.

Par ailleurs, on remarque que parmi ces 15 médecins, 9 sont âgés de 60 ans ou plus et devraient prendre leur retraite dans les prochaines années, soit 60 % des effectifs en médecine générale.

La subvention régionale permettra à ce professionnel de santé de s'installer et d'acquérir son matériel médical.

Le nombre de consultations annuelles est évalué à 4.000, avec 25 à 30 % de patients bénéficiant de la CMU ou de l'AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation	2 962,40	21,64%
Matériel médical, informatique, mobilier	10 727,29	78,36%
Total	13 689,69	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	6 844,85	50,00%
Fonds propres	6 844,85	50,00%
Total	13 689,70	100,00%

DOSSIER N° 21010730 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - Argenteuil

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	16 145,85 € TTC	50,00 %	8 072,92 €
	Montant total de la subvention		8 072,92 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MERZI FATHIA
Adresse administrative : 1 TER ALLEE PAUL ELUARD
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame Fathia MERZI, Médecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - Argenteuil

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 30 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux ont commencé en urgence avant le vote afin d'ouvrir l'activité au public rapidement et satisfaire les besoins des patients.

Description :

En matière d'offre de soins, la commune d'Argenteuil a été définie zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'Agence Régionale de Santé.

Depuis 2015, 20 médecins sont partis et n'ont pas été remplacés et la commune ne dispose plus que de 40 médecins généralistes pour une population de 110.213 habitants. Cela représente une densité 2 fois inférieures à la moyenne de la région.

Parmi les médecins exerçant, 30 % sont âgés de 60 ans et devraient partir dans les prochaines années à venir.

La subvention régionale permettra à ce professionnel de santé de s'installer et d'acquérir son matériel médical.

Le nombre de consultations annuelles est évalué à 7.200 avec 17% de patients bénéficiant de la CMU/AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	14 756,40	91,39%
Equipements	1 389,45	8,61%
Total	16 145,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	8 072,92	50,00%
Fonds propres	8 072,93	50,00%
Total	16 145,85	100,00%

DOSSIER N° 21010719 - Offre de soins - Installation d'un professionnel de santé (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	7 592,28 € TTC	50,00 %	3 796,14 €
	Montant total de la subvention		3 796,14 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERKUL SERAP

Adresse administrative : 128 AV DU MARECHAL FOCH
94000 CRETEIL

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Séráp ERKUL, Médecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'un professionnel de santé (médecin généraliste) - Charenton-le-Pont (94)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Achats des équipements préalable à l'installation

Description :

Charenton-le-Pont est- définie zone blanche par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Cette Implantation sur la commune permettra de consolider l'offre de soins et de pallier le futur départ des généralistes sur la commune (61 % des effectifs ont de plus de 60 ans)

Pour autant, depuis 2015, la commune a perdu 9 médecins généralistes avec une moyenne d'âge de 65 ans pour seulement quatre installations, soit 2 généralistes non remplacés sur la commune.

La commune compte aujourd'hui 23 médecins généralistes, exclusifs exerçant la fonction de médecin traitant, soit une densité médicale de 7,5 médecins pour 10.000 habitants pour une densité moyenne au niveau départemental de 7 et au niveau régional de 7,2 contre 7.2 en Île-de-France.

Malgré une densité plutôt forte, on remarque que l'âge moyen de ces praticiens est de 58 ans et parmi eux, 14 sont âgés de plus de 60 ans, soit 61 % des effectifs en médecine générale. Ces médecins risquent de partir dans les prochaines années et fragiliser considérablement l'offre de soins sur le territoire.

Le nombre de consultations annuelles est évalué à 5000 avec 3 % de patients bénéficiant de la CMU/AME

La subvention régionale permettra à ce professionnel de santé de s'installer et d'acquérir son matériel médical.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques	2 226,87	29,33%
Equipements matériels médicaux	3 824,61	50,37%
Equipements mobiliers	1 540,80	20,29%
Total	7 592,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	3 796,14	50,00%
Fonds propres	3 796,14	50,00%
Total	7 592,28	100,00%

DOSSIER N° 21010718 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	7 546,06 € TTC	50,00 %	3 773,03 €
	Montant total de la subvention		3 773,03 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANNA GUIGUI RUTKOWSKA

Adresse administrative : 7 RUE ETIENNE DOLET
94460 VALENTON

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Anna GUIGUI-RUTKOWSKA, Médecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) à Valenton

Dates prévisionnelles : 1 mars 2021 - 1 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a dû acquérir son matériel en urgence avant le vote, afin d'ouvrir l'activité au public rapidement et de satisfaire les besoins des patients.

Description :

La commune compte aujourd'hui 8 médecins généralistes, soit une densité de 5.4 médecins pour 10.000 habitants contre 7.2 en Île-de-France.

Depuis 2015, la commune a perdu 3 médecins généralistes pour seulement une installation, soit 2 généralistes non remplacés.

La moyenne d'âge de ces médecins est de 58 ans et on remarque que parmi eux 5 sont âgés de plus de 60 ans, soit 63 % des effectifs qui devraient partir d'ici peu de temps.

L'offre est fragile plaçant la ville en Zone d'intervention Prioritaire d'après le zonage de l'ARS.

Le nombre de consultations annuelles est évalué à 2.500 avec 10 % de patients bénéficiant de la CMU/AME.

La subvention régionale permettra à ce professionnel de santé de s'installer et d'acquérir son matériel médical.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- VALENTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	7 546,06	100,00%
Total	7 546,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
R(subvention sollicitée)	3 773,03	50,00%
Fonds propres	3 773,03	50,00%
Total	7 546,06	100,00%

DOSSIER N° 21009977 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé - médecin généraliste

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	6 000,00 € TTC	50,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOYER CLIN CORINNE JOELLE
Adresse administrative : 218 AVENUE DU GENERAL LECLERC
78220 VIROFLAY
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame CORINNE BOYER

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé - médecin généraliste

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats d'équipements en anticipation et en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune de Viroflay est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Le porteur de projet exerce en secteur 1 conventionné en proposant en plus de son activité de médecine générale, des consultations en gynécologie et pédiatrie.

L'aide régionale permettra de soutenir l'implantation d'un médecin généraliste sur cette commune en assurant une trentaine de consultations par jour et cela 5 à 6 jours par semaine.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	6 000,00	100,00%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 000,00	50,00%
Région	3 000,00	50,00%
Total	6 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061139 - Offre de soins - extension de la maison de santé pluriprofessionnelle
Thiboumery - Paris 15ème**

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	87 280,00 € TTC	30,00 %	26 184,00 €
	Montant total de la subvention		26 184,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TELEDOK SELAS

Adresse administrative : 25 RUE THIBOUMERY
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral par Action Simplifiée

Représentant : Monsieur FRANCOIS TEBOUL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : extension de la maison de santé pluriprofessionnelle Thiboumery avec de nouveaux professionnels de santé - Paris 15ème

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 1 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Extension de la MSP Thiboumery avec une nouvelle offre de soins à Paris 15ème arrondissement

- Zonage ARS : Hors-Zone

- Les cinq médecins généralistes sont conventionnés en secteur 1 et les deux spécialistes sont conventionnés secteur 2 OPTAM.

Le diagnostic local de santé réalisé indique que le 15ème arrondissement est le plus peuplé de Paris avec une tranche d'âge jeune (0-29 ans) représentant 37,8% de la population et une part plus âgée (+ 60 ans) représentant 23,2% de la population. L'offre de soins présente des fragilités notamment le vieillissement des médecins généralistes (près d'un médecin sur deux a plus de 60 ans) et la baisse constante du nombre de médecins généralistes depuis 2015.

La MSP Télédok, nouvellement labellisée par l'ARS depuis octobre 2021, souhaite développer l'exercice pluriprofessionnel coordonné autour de quatre axes prioritaires :

- Faciliter l'accès aux soins de la population et organiser leur continuité. L'extension du cabinet actuel

permettra d'accueillir de nouveaux professionnels de santé et particulièrement des spécialistes. Les professionnels de santé travaillent ensemble pour développer leur capacité d'accueil de nouveaux patients.

- Les médecins souhaitent proposer une organisation qui permette une coordination de l'offre de soins non programmés, pour l'ensemble de la population du 15ème.
- Améliorer les prises en charges des patients et notamment ceux atteints de maladies chroniques. Cet objectif se traduira par la pratique d'un exercice coordonné formalisé et opérationnel entre les professionnels de santé de la MSP mais également avec les acteurs du territoire.
- Développer la prévention et la promotion de la santé est un enjeu majeur pour la future MSP. C'est un outil indispensable pour améliorer les prises en charges et prévenir certaines situations complexes.

La maison de santé se composera de 5 médecins généralistes, 2 spécialistes (1 néphrologue et 1 cardiologue en cours de recrutement) et 4 professionnels paramédicaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	87 280,00	100,00%
Total	87 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	25 455,00	29,16%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	26 184,00	30,00%
Autres subventions publiques (préciser)	35 641,00	40,84%
Total	87 280,00	100,00%

DOSSIER N° EX056490 - Offre de soins - création d'un centre de santé polyvalent - Chelles

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 953 647,00 € TTC	10,24 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IWC PRIME
Adresse administrative : 5 RUE DE CHAILLOT
75116 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEREMY SMADJA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un centre de santé polyvalent - Chelles

Dates prévisionnelles : 24 septembre 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un centre de santé polyvalent à Chelles

- La commune est classée en Zone d'Intervention Prioritaire par l'Agence Régionale de Santé
- Les médecins généralistes et spécialistes sont conventionnés en secteur 1

Le territoire dans lequel se situe la commune de Chelles se caractérise par une densité médicale actuelle inférieure à la moyenne observée dans la région Ile-de-France.

Cette situation ne peut que s'aggraver au cours des prochaines années compte tenu des besoins de santé en évolution constante et du départ à la retraite de médecins non remplacés. Depuis 2015, une baisse continue de la présence de médecins généralistes est observée (34 médecins en 2016, 26 en 2019 dont 4 ont plus de 65 ans). La raréfaction des médecins spécialistes exerçant en secteur 1 sur le territoire induit une difficulté pour les patients à accéder à cette prise en charge dans des délais satisfaisants.

Pour répondre à ces enjeux d'accès aux soins de proximité, INWE'CARE prévoit d'adopter une nouvelle approche en mettant en place une forme nouvelle de délégation et de partage des tâches entre médecins

et assistants médicaux infirmiers, une équipe pluriprofessionnelle coordonnée autour d'un projet de santé, un maillage territorial et de nouveaux usages gradués de la e-santé (téléconsultation, bornes, dispositifs médicaux connectés ...)

Le projet concerne l'aménagement et l'équipement d'un centre de santé polyvalent dans un local de 1060 m2 livré brut de béton dans une cellule externe au centre Terre Ciel de Chelles. Les travaux seront conformes à la Règlementation Accessibilité Handicapés.

Le mobilier concerne les bureaux et tables d'examen des box de consultations ainsi que l'aménagement des espaces communs (salle d'attente, salle de réunion,).

L'équipement informatique englobe les ordinateurs, serveurs, dispositifs de collaboration (visioconférence).

Le centre de santé prévoit d'accueillir 3 médecins généralistes, 4 spécialistes, 3 paramédicaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	347 516,00	17,79%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	105 261,00	5,39%
Travaux et charges afférentes	1 500 870,00	76,82%
Total	1 953 647,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	400 000,00	20,47%
Emprunt	653 647,00	33,46%
Subvention Commune (sollicitée)	100 000,00	5,12%
Subvention Département (sollicitée)	200 000,00	10,24%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	10,24%
Subvention ARS (sollicitée)	400 000,00	20,47%
Total	1 953 647,00	100,00%

DOSSIER N° EX055553 - Offre de soins - Acquisition et aménagement d'un cabinet médical à Montgeron

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 331 839,00 € TTC	18,77 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI DOMMED

Adresse administrative : 2 RUE DU GENERAL PIERRE LELONG
91230 MONTGERON

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame NATHALIE DE MEDEIROS, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition et l'aménagement d'un cabinet médical à Montgeron

Dates prévisionnelles : 16 septembre 2020 - 1 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un cabinet médical à Montgeron (91)

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)
- Conventions : médecins généralistes en secteur 1 et spécialistes en secteur 2 optam

L'offre de soins à Montgeron est fragile. En effet, parmi les médecins généralistes de la ville, 8 sont âgés de 60 ans et plus et devraient partir à la retraite ces prochaines années, soit 40 % des effectifs en médecine générale.

Le site Carto santé fait remarquer par ailleurs, que depuis 2009, le nombre de patients consommateurs de soins en médecine générale s'est accru, passant de 16 761 bénéficiaires à 19 671 en 2017.

Dans cette perspective, la création cabinet médical sur la commune permettrait de pallier le déficit annoncé de médecins généralistes sur la commune de Montgeron, notamment grâce à l'implantation d'un généraliste primo-installant.

La structure regroupera à terme 4 médecins généralistes dont 2 seront primo-installants et 2 spécialistes (1 chirurgien-dentiste et 1 neuropsychologue).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	812 103,00	60,98%
Travaux et charges afférentes	519 736,00	39,02%
Total	1 331 839,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	831 839,00	62,46%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	18,77%
ARS-URPS	250 000,00	18,77%
Total	1 331 839,00	100,00%

DOSSIER N° EX061317 - Offre de soins - Acquisition d'équipements pour le service dentaire du centre municipal de santé de Bagnolet

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	84 000,00 € TTC	47,74 %	40 100,00 €
	Montant total de la subvention		40 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNOLET
Adresse administrative : PLACE SALVADOR ALLENDE
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Tony DI MARTINO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements pour le service dentaire du centre municipal de santé de Bagnolet

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2021 - 31 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats de l'équipement en anticipation et en urgence permettant d'assurer la continuité des soins.

Description :

Acquisition d'équipements pour le service dentaire du centre municipal de santé de Bagnolet

- La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Offre de soins secteur 1

Depuis 2014, faute de radio panoramique dentaire dans le centre de santé de Bagnolet, les patients du service dentaire du centre municipal de santé doivent se déplacer à Paris ou dans les cabinets de radiologie alentours pour effectuer les examens indispensables à tout bilan dentaire (panoramique en 2D et/ou 3D et téléradiographie).

Les patients se voient fréquemment appliquer un tarif en secteur 2, certains risquent de renoncer aux examens et de ce fait aux soins. Les patients du service dentaire du centre municipal de santé ne peuvent payer de dépassement d'honoraires pour les examens complémentaires tels que l'imagerie médicale et dentaire.

Le soutien à l'achat d'un appareil de radiographie dentaire moderne, numérique et performant, permettra au centre de santé, dans le cadre du tiers payant intégral et du "zéro reste à charge", de développer l'orthodontie y compris pour adultes, de mieux prendre en charge et avec plus de sécurité la chirurgie dentaire, de développer à l'avenir l'implantologie dans un établissement public de soins dentaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	68 000,00	80,95%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	5 000,00	5,95%
Travaux et charges afférentes	11 000,00	13,10%
Total	84 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	43 900,00	52,26%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 100,00	47,74%
Total	84 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX054377 - Offre de soins - création d'un cabinet médical à La Grande Paroisse

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	870 103,00 € HT	22,99 %	200 000,00 €
Aide aux structures d'exercice collectif	870 103,00 € HT	5,75 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA GRANDE PAROISSE

Adresse administrative : MAIRIE
77130 LA GRANDE-PAROISSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Emmanuel LEDOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical à La Grande Paroisse

Dates prévisionnelles : 18 décembre 2020 - 31 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Construction d'un cabinet médical à La Grande paroisse (77)

- Zonage ARS : ZIP (zone d'intervention prioritaire)
- Conventionnement : secteur 1 et secteur 2 OPTAM

La population de la commune de La Grande Paroisse est soit très jeune, soit très âgée. Par conséquent, le besoin d'offre de soins et de médecins, particulièrement de pédiatres, y est important.

La construction du cabinet médical vise donc à lutter contre les carences en offre de soins et répondre aux besoins des grands paroissiens en termes de médecins.

Le cabinet médical regroupera 2 médecins généralistes : un médecin conventionné secteur 1 et un autre médecin conventionné secteur 2 OPTAM.

Un médecin spécialiste, pédiatre, conventionné secteur 2 OPTAM, sera également présent.

La structure regroupera en outre 2 professionnels paramédicaux (1 ostéopathe et 1 podologue).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Une affectation complémentaire d'un montant de 50 000 € en vue de la création d'un cabinet médical à La Grande Paroisse, la subvention initiale d'AP ayant été allouée par la délibération CP2021-408 du 19 novembre 2021.

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- LA GRANDE-PAROISSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	197 025,00	22,64%
Travaux et charges afférentes	603 248,00	69,33%
Honoraires	69 830,00	8,03%
Total	870 103,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propre de la Commune	279 616,00	32,14%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	200 000,00	22,99%
ARS-URPS	250 000,00	28,73%
Subvention Région complémentaire (sollicitée)	50 000,00	5,75%
FCTVA	90 487,00	10,40%
Total	870 103,00	100,00%

<p align="center">Avenant n°1 à la convention n°EX054377 Offre de soins - création d'un cabinet médical à La Grande Paroisse</p>
--

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° 28 janvier 2022 - CP2022-027, ci-après dénommée « la Région »,

et

Le bénéficiaire dénommé : La Grande Paroisse

dont le statut juridique est : Commune

Code APE : 23 - Communes / 09

SIRET : 217702109 - 00018 CODE NAF : 84.11Z-Administration publique générale

situé au Mairie 77130 La Grande Paroisse

ayant pour représentant Monsieur Emmanuel LEDOUX, Maire

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE QUE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « aide aux structures d'exercice collectif » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée portant règlement d'attribution de l'aide régionale à l'installation et au maintien des professionnels de santé.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

La délibération n° CP2021-408 du 19 novembre 2021 a accordé une subvention à La Grande Paroisse pour la création d'un cabinet médical à La Grande Paroisse.

Le présent avenant n°1 a pour objet de prendre acte de la modification du plan de financement du projet portant la subvention de 200 000€ à 250 000 €. Le taux d'intervention est également modifié.

ARTICLE 1

Par le présent avenant, pour la réalisation de l'opération de création d'un cabinet médical à La Grande Paroisse, le montant maximum de subvention est fixé à 250 000 €, représentant **28,73 %** de la base subventionnable modifié s'élevant à 870 103,00 € HT €.

Le plan de financement prévisionnel modifié, précisant les montants HT, est détaillé dans la fiche projet annexée au présent avenant.

ARTICLE 2

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, l'avenant n°1 et la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n°CP 2022-027 du 28 janvier 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

**La présidente
du conseil régional d'Île-de-France
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation**

**Monsieur Emmanuel LEDOUX,
Maire,**

DOSSIER N° 21009799 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (sage-femme)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	83 000,00 € TTC	4,87 %	4042,00 €
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	83 000,00 TTC	13,20 %	10 958,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BERNARD VANESSA CLAIRE
Adresse administrative : 46B AVENUE VICTOR HUGO
77170 BRIE-COMTE-ROBERT
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame Vanessa BERNARD, Sage-femme

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une professionnelle de santé (sage-femme)

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 1 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats de l'équipement en anticipation et en urgence permettant d'assurer la continuité des soins.

Description :

La commune de Chevigny-Cossigny en Seine et Marne et classée en zone sous dotée par l'ARS. Le bénéficiaire souhaite une aide afin d'acquérir l'équipement nécessaire pour lancer son activité. Elle assurera, entre autres, un suivi gynécologique et de prévention notamment par l'acquisition d'un échographe. Ce sont 2 000 patientes qui pourront bénéficier de cette nouvelle offre de soins.

Détail du calcul de la subvention :

Une affectation complémentaire d'un montant de 10 958,00 € est octroyée en vue de l'installation d'une sage-femme à Chevrigny-Cossigny, la subvention initiale ayant été allouée par la délibération CP2021-408 du 19 novembre 2021.

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'équipements et matériel médical	83 000,00	100,00%
Total	83 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prêt bancaire	68 000,00	81,93%
Subvention Région (attribuée)	4 042,00	4,87%
Subvention complémentaire Région (sollicitée)	10 958,00	13,20%
Total	83 000,00	100,00%

<p align="center">Avenant n°1 à la convention n° 21009799 Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (sage-femme)</p>

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération n° 28 janvier 2022 - CP2022-027, ci-après dénommée « la Région »,

et

Le bénéficiaire dénommé : BERNARD Vanessa Claire

dont le statut juridique est : 01 - Personnes physiques / 02 - Artisan / Commerçant / Agriculteur

SIRET : 901217620 - 00011 CODE NAF : 86.90D-Activités des infirmiers et des sages-femmes

situé au 46B Avenue Victor Hugo 77170 Brie Comte Robert

ayant pour représentant Madame BERNARD Vanessa Claire

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE QUE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée portant règlement d'attribution de l'aide régionale à l'installation et au maintien des professionnels de santé.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

La délibération n° CP2021-408 du 19 novembre 2021 a accordé une subvention à Madame Vanessa BERNARD, Sage-femme pour l'équipement de son cabinet à Chevigny-Cossigny.

Le présent avenant n°1 a pour objet de prendre acte de la modification du plan de financement du projet portant la subvention de 4 042,00€ à 15 000 €. Le taux d'intervention est également modifié.

ARTICLE 1

Par le présent avenant, pour la réalisation de l'opération d'équipement du cabinet de sage-femme à Chevigny-Cossigny, le montant maximum de subvention est fixé à 15 000 €, représentant 18,07 % de la base subventionnable s'élevant à 83 000,00 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel modifié, précisant les montants TTC, est détaillé dans la fiche projet annexée au présent avenant.

ARTICLE 2

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, l'avenant n°1 et la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n°CP 2022-027 du 28 janvier 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

**La présidente
du conseil régional d'Île-de-France
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation**

**Madame Vanessa BERNARD
Sage-femme**

DOSSIER N° 21009021 - Acquisition matériel informatique et mobilier pour le centre de santé de CANNES-ECLUSE - Affectation complémentaire

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	35 000,00 € TTC	7,33%	2 566,55€
Aide aux structures d'exercice collectif	35 000,00 € TTC	23,14%	8 099,05 €
Montant total de la subvention			10 665,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE DE SANTE DE CANNES ECLUSE

Adresse administrative : 67 RUE DESIR THOISON
77130 CANNES ECLUSE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur MARC VAN ROSSEM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition matériel informatique et mobilier pour le centre de santé de CANNES-ECLUSE - Affectation complémentaire

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 2 septembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats de l'équipement en anticipation et en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Le centre de santé de la commune de Cannes Ecluses ouvre prochainement ses portes et demande un soutien pour son équipement (mobilier et informatique).

Ce centre est situé en zone d'intervention prioritaire (ZIP) selon le classement de l'ARS et prévoit de recruter à terme 4 médecins généralistes conventionnés secteur 1.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Une affectation complémentaire d'un montant de 8 099,05 € en vue de l'acquisition de matériel informatique et mobilier au bénéfice du centre de santé de Cannes Ecluse est octroyée, la subvention initiale d'AP allouée par la délibération n° CP2019-482 du 20 novembre 2019 n'ayant pas permis la prise en compte de la totalité des factures de l'opération.

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CANNES-ECLUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	5 000,00	14,29%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	30 000,00	85,71%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	17 500,00	50,00%
Subvention Région Île-de-France (déjà affectée)	6 834,40	19,53%
Deux affectations rectificatives	10 665,60	30,47%
Total	35 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX059467 - Offre de soins - création d'un cabinet médical à Villemomble

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 341 704,00 € TTC	18,63 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LAONSA

Adresse administrative : 23 RUE AUGER
93500 PANTIN

Statut Juridique : Société Civile Immobilière

Représentant : Monsieur Louis Elie EL MOUCHNINO, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical à Villemomble

Dates prévisionnelles : 19 novembre 2021 - 1 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Création d'un cabinet médical à Villemomble

- La commune de Villemomble est classée comme Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) selon le zonage de l'ARS.

- Les 5 médecins généralistes sont conventionnés secteur 1 et les 2 spécialistes secteur 2 OPTAM

Villemomble a perdu le tiers de ses médecins généralistes en 10 ans et compte aujourd'hui 12 médecins généralistes exclusifs, soit une densité médicale de 4 médecins pour 10 000 habitants (contre 5,5 médecins pour 10 000 habitants dans le département et 7,2 médecins pour 10 000 habitants en Région IDF).

La situation déjà fragile risque de le devenir encore plus du fait de l'âge des praticiens.

En effet, sur les 12 généralistes, 5 sont âgés de plus de 60 ans, ce qui représente 42 % des effectifs qui devraient prendre leur retraite dans les prochaines années à venir.

L'implantation de jeunes médecins est donc un enjeu crucial pour l'accès aux soins des habitants.

L'objectif attendu est de pallier le déficit de l'offre de soins et favoriser la primo-installation de jeunes

médecins et de professionnels de santé paramédicaux.

Le projet prévoit d'accueillir 5 médecins généralistes, 2 spécialistes, 5 paramédicaux (pédicure-podologue, orthophoniste, infirmière, diététicien, orthoptiste).

Parmi les primo-installants, 4 relèvent du secteur médical et 5 du secteur paramédical.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 091 704,00	81,37%
Travaux et charges afférentes	250 000,00	18,63%
Total	1 341 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	841 704,00	62,73%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	18,63%
Autres subventions publiques (ARS)	250 000,00	18,63%
Total	1 341 704,00	100,00%

Avenant n°1 à la convention n° EX059467 Création d'un cabinet médical - Villemomble
--

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération n° CP 2022-027 du 28 janvier 2022, ci-après dénommée « la Région »,

et

Le bénéficiaire dénommé : LAONSA

dont le statut juridique est : Société Civile Immobilière

Code APE : 68.20B

SIRET : 219105533 – 00018

CODE NAF : 68.10Z-Activités des marchands de biens immobiliers

situé au 23 RUE AUGER 93500 PANTIN

ayant pour représentant Monsieur Louis Elie EL MOUCHNINO, Gérant

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « aide aux structures d'exercice collectif » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-126 du 21/09/2017 modifiée portant règlement d'attribution de l'aide régionale à l'installation et au maintien des professionnels de santé.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPPELE

La délibération n° CP2021-408 du 19 novembre 2021 a accordé une subvention à LAONSA pour la création d'un cabinet médical à Villemomble.

Le présent avenant n°1 a pour objet de modifier le plan de financement, le taux d'intervention ainsi que la base subventionnable. Le montant maximum de subvention reste inchangé à 250 000 €.

ARTICLE 1

Par le présent avenant, pour la réalisation de l'opération de création d'un cabinet médical à Villemomble, le montant maximum de subvention est fixé à 250 000 €, représentant 18,63% de la base subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 341 704,00 TTC €.

Le plan de financement prévisionnel, précisant les montants TTC, est détaillé dans la fiche projet annexée au présent avenant.

ARTICLE 2

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, l'avenant n°1 et la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n°CP 2022-027 du 28 janvier 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux
Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Monsieur ELIE EL MOUCHNINO,
Gérant

ANNEXE 2 - convention 2022-2027 GIP TSHIF

CONVENTION
GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC
« TRANSPORT SANITAIRE PAR HÉLICOPTÈRE EN ILE DE FRANCE TSHIF »

Entre **LA RÉGION ILE-DE-FRANCE**, domiciliée au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2022-027 du 28 janvier 2022, ci-après

Et **L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTE D'ILE-DE-FRANCE**, domiciliée au 13 rue du Landy Immeuble « Le Curve », 93200 Saint-Denis, représentée par sa directrice, Madame Amélie Verdier, ci-après dénommée « l'ARSIF »,

Et **L'ASSISTANCE PUBLIQUE-HÔPITAUX DE PARIS**, domiciliée au 3, avenue Victoria à Paris (4^{ème}), représentée par son directeur général, Monsieur Martin HIRSCH, ci-après dénommée « l'AP-HP »,

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L.6112-5, L.6311-1 et L.6311-2;

Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit / chapitre II : dispositions relatives au statut des groupements d'intérêt public;

Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public;

Vu l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

Vu l'instruction de la direction générale des finances publiques du 28 mars 2018 n° 18-0016 relative à l'actualisation du statut commun des groupements d'intérêt public (GIP) ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu la délibération n° CP 02-395 du 11 juillet 2002 habilitant le Président du Conseil régional à signer la convention constitutive du GIP TSHIF ;

Vu la délibération n° CP 11-950 du 16 novembre 2011 portant renouvellement de la convention entre la Région et le GIP TSHIF ;

Vu la délibération n° CP 12-137 du 26 janvier 2012 approuvant l'avenant n°1 modificatif à convention conclue entre la Région et le GIP TSHIF ;

Vu la délibération n° CP 14-514 du 24 septembre 2014 approuvant l'avenant n°2 modificatif à convention conclue entre la Région et le GIP TSHIF ;

Vu la délibération n° CP 15-392 du 09 juillet 2015 relative à l'adoption de l'avenant n°3 à la convention du GIP TSHIF;

Vu la délibération n° CP 17-038, relative à la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France » ;

Considérant :

- Que le Groupement d'intérêt public (GIP) « Transport Sanitaire par Hélicoptère en Ile-de-France » (TSHIF) a été constitué entre les personnes désignées à l'article 5,
- Que ce GIP est régi par le chapitre II de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, par ses décrets d'application et par la présente convention,
- Qu'il assure depuis 2002 le fonctionnement des transports sanitaires d'urgence hélicoptérés en Ile-de-France ;
- Que ses membres et ses financeurs ont souhaité poursuivre le partenariat existant.

ARTICLE 1 : Dénomination

Le GIP est dénommé « *Transport Sanitaire par Hélicoptère en Ile-de-France* » (TSHIF).

Article 2 : Objet et champ territorial

Le GIP a pour objet, en Ile-de-France, de gérer l'activité de service public nécessaire pour assurer la prise en charge en urgence et l'accès rapide aux établissements de santé des patients requérant ce service.

Ce service est organisé dans le respect des obligations tirées de la déontologie médicale, du droit du malade au libre choix de son praticien et de son établissement dans la mesure où il peut l'exprimer et en fonction de la disponibilité des équipes, de la vocation spécialisée de certains établissements de santé franciliens, ainsi que des dispositions relatives à l'organisation de l'aide médicale urgente.

ARTICLE 3 : Siège social.

Le siège social du GIP est fixé à l'Assistance publique - hôpitaux de Paris/Groupe hospitalo-universitaire « Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor » - Hôpital Henri Mondor - 1 rue Gustave-Eiffel, 94000 Créteil.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

ARTICLE 4 : Durée.

Le GIP est prorogé pour une période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2022. Il pourra être reconduit par reconduction expresse par décision de ses membres.

ARTICLE 5 : Membres du GIP, adhésion, démission, exclusion.

Le GIP est composé des membres fondateurs suivants :

- La région Ile-de-France, domiciliée au 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen ;
- L'Agence régionale de Santé d'Ile-de-France, domiciliée au 13 rue du Landy, Immeuble « Le Curve » - 93200 Saint-Denis ;
- L'Assistance publique-hôpitaux de Paris, établissement public de santé domicilié au 3, avenue Victoria à Paris (4^{ème}).

Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres, par décision de l'assemblée générale à la majorité simple des votants.

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'assemblée générale, à la majorité absolue des représentants des membres du GIP, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable.

En cours d'exécution de la présente convention, tout membre peut se retirer du groupement pour motif légitime à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention six mois avant la fin de l'exercice par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : Organisation générale

Le GIP est doté d'une assemblée générale composée de six représentants, désigné par les membres du groupement dans les conditions qui leur sont propres.

La répartition des sièges entre les différents membres est la suivante :

- Région Ile-de-France : 2 sièges, pourvus dans les conditions prévues à l'article L.4132-22 du Code général des collectivités territoriales, par le Conseil régional, au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne ;
- Agence régionale de santé d'Ile-de-France: 2 sièges ;
- AP-HP : 2 sièges, dont l'un est réservé à un médecin exerçant dans un SAMU de l'AP-HP.

L'assemblée générale se réunit au moins deux fois par an, et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige.

Elle se réunit sur un ordre du jour déterminé, sur convocation de son président ou de droit à la demande du quart des représentants de ses membres ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix.

Elle est convoquée par le Président, par lettre recommandée, quinze jours au moins à l'avance. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

L'assemblée générale délibère notamment sur les objets suivants :

1. Nomination et révocation du directeur du groupement,
2. Propositions relatives aux programmes d'activité et au budget,
3. Convocation de l'assemblée générale et fixation de son ordre du jour,
4. Détermination des pouvoirs du directeur du groupement,
5. Fonctionnement du groupement,
6. Renouvellement, modification de la convention constitutive,
7. Dissolution anticipée du groupement,
8. Les mesures nécessaires à sa liquidation,
9. Transformation du groupement en une autre structure,
10. Admission de nouveaux membres;
11. Fixation des modalités de retrait d'un membre,
12. Affectation des excédents.

Dans les matières énumérées aux 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du présent article, les décisions sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des voix.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si chaque membre du GIP est représentés par au moins un de ses représentants. Dans le cas contraire, elle est convoquée à nouveau dans les quinze jours et peut valablement délibérer, si les deux tiers des membres sont représentés. Un seul représentant par membre suffit.

Le vote par procuration est autorisé entre les représentants d'un même membre du GIP, dans la limite de deux pouvoirs par représentant.

Les décisions relatives à l'adoption du programme annuel d'activité et du budget correspondant, la prise d'emprunts de toute nature, sont prises à l'unanimité des suffrages exprimés.

Les décisions relatives à l'approbation des comptes de chaque exercice sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante. Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal de réunion.

ARTICLE 7 : Le président de l'assemblée générale.

L'assemblée générale élit parmi ses membres, à la majorité simple des suffrages exprimés et pour une durée de trois ans, renouvelable, un président et un vice- président qui le supplée en cas d'absence.

Le président de l'assemblée générale :

- Convoque l'assemblée générale aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige et au moins deux fois par an : avant le 30 juin pour arrêter les comptes et avant le 1^{er} décembre pour arrêter le projet de budget,
- Préside les séances de l'assemblée générale,
- Propose à l'assemblée générale de délibérer sur la nomination et la révocation du directeur du groupement.

ARTICLE 8 : Le directeur.

Le directeur est nommé pour 3 ans par l'assemblée générale, sur proposition de son président.

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité de l'assemblée générale, et dans les conditions fixées par celle-ci.

Il met en œuvre les délibérations de l'assemblée générale et est chargé du mandatement des dépenses et de l'encaissement des participations respectives des membres du groupement.

En cas d'empêchement, un suppléant peut-être nommé par délibération de l'assemblée générale.

ARTICLE 9 : Fonctionnement.

Le GIP n'a pas de personnel. L'AP-HP (Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor) l'assiste, en tant que de besoin, dans les procédures administratives. Elle met par ailleurs à sa disposition l'hélistation de l'hôpital.

Les contributions en nature de l'AP-HP sont retracées et valorisées en annexe n°1.

En annexe n° 2 figurent les budgets prévisionnels 2022 et 2023 du GIP.

Le matériel acheté ou développé en commun appartient au GIP. En cas de dissolution du GIP, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 13.

Toutefois, les matériels mis à disposition du GIP par un membre restent la propriété de celui-ci.

Les achats de fournitures, de services ou de travaux susceptibles d'être effectués par le GIP sont assujettis aux règles de publicité et de mise en concurrence dans les conditions conformes aux dispositions du code de la commande publique.

ARTICLE 10 : Régime financier.

Le GIP est constitué sans capital.

Le budget, présenté par le directeur du groupement, est approuvé chaque année par l'assemblée générale. Des décisions modificatives du budget, présentées par le directeur, peuvent être adoptées en cours d'exercice par l'assemblée générale.

Les contributions des membres couvrent le coût du fonctionnement du transport sanitaire d'urgence, tel qu'il résulte du contrat conclu avec la société prestataire, déduction faite des subventions obtenues. Le groupement peut également prendre des participations, s'associer avec d'autres personnes et transiger conformément à l'article 99 de la loi du 17 mai 2011.

La répartition prévisionnelle des contributions, sous réserve des orientations budgétaires annuelles, est établie sur la base du budget prévisionnel comme suit :

- Région: 15%
- ARSIF: 52%
- AP-HP : 33%

Deux évaluations annuelles de la situation financière en dépenses/recettes sont prévues : une en juin, une autre lorsque 80% du budget annuel prévu en dépenses à l'EPRD est atteint.

En cas de variation supérieure à +/- 15 points du taux de participation des membres au budget prévisionnel du groupement, une révision de la répartition des sièges définie à l'article 5 ci-dessus pourra être proposée par l'assemblée générale au prorata de l'évolution anticipée. Après adoption par l'assemblée générale, la modification de la répartition des sièges entre les membres fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 11 : Modalités de versement.

La contribution de la Région sera mandatée, pour chaque exercice, en deux versements émis après envoi d'un appel de fonds, selon les modalités suivantes :

- Le premier acompte de 60 % est versé à l'issue du premier semestre de l'année en cours.

- Le solde de la subvention est versé avant la fin de l'exercice en cours

Dans tous les cas, le GIP s'engage à répondre favorablement à toute demande de documents de gestion administrative ou comptable émise par la Région, par exemple:

- Avant la fin du 1er semestre de l'année en cours, pour la préparation du rapport de solde de juillet, envoi de tout document de gestion administrative (par exemple rapport d'activité) ou comptable (compte financier de l'année précédente, situation prévisionnelle de trésorerie, etc....).
- Pour le versement du solde la subvention : envoi d'un compte rendu d'exécution et d'un bilan financier. Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

Les contributions de l'ARSIF et de l'AP-HP sont versées par l'AP-HP selon les modalités suivantes :

- Les frais fixes (location de l'appareil et coût de l'assistant de vol) sont payés au début de chaque trimestre sous forme d'avances correspondant au quart de leur montant annuel sur présentation d'un appel de fonds.
- Les heures de vol sont payées mensuellement à terme échu, au prorata des heures effectuées. Les justificatifs seront produits.
- La contribution de l'ARSIF est assurée par le transfert de crédits de la base régionale au bénéfice de l'AP-HP.

ARTICLE 12 : Contrôle.

Le GIP TSHIF est soumis aux règles de la comptabilité publique. En conséquence, les règles qui lui sont applicables sont celles définies par les décrets n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public et n° 2012- 1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Dans ce cadre, les dispositions des titres Ier et III du décret GBCP lui sont applicables, à l'exception des règles relatives à la comptabilité budgétaire et au contrôle interne (1° et 2° de l'article 175, articles 178 à 185, 204 à 208 et 215 à 219) ainsi que celles relatives au contrôle budgétaire (articles 220 à 228).

L'agent comptable est un agent public nommé conformément à l'article 13 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Il assiste aux séances des organes de délibération et d'administration du groupement avec voix consultative. Avant ces séances, les documents transmis aux membres de ces organes lui sont communiqués, dans les mêmes délais.

Le groupement est soumis au contrôle de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile- de-France, dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

ARTICLE 13 : Communication.

Le GIP s'engage à apposer le logo de la Région Ile-de-France, de l'ARS et de l'AP-HP sur le ou les hélicoptères dédiés au TSHIF, ainsi que sur tous les supports de communication liés à son activité.

ARTICLE 14 : Dissolution.

Le GIP est dissous:

- Par décision de l'assemblée générale, approuvée par l'autorité administrative qui a approuvé la convention,

- Par décision de l'autorité qui a approuvé la convention,
- Conformément à l'article à l'article 116 de la loi du 17 mai 2011, il convient de préciser que le GIP peut être également dissous par l'arrivée du terme de la convention constitutive si elle n'est pas renouvelée.

La dissolution du GIP entraîne sa liquidation. Après paiement des dettes, l'excédent d'actif est attribué à un ou plusieurs bénéficiaires par décision de l'autorité administrative compétente pour approuver la dissolution.

Fait à Créteil, en trois exemplaires originaux

Pour l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, publique-hôpitaux de Paris le	Pour la Région Ile-de-France le	Pour l'Assistance le
Amélie VERDIER	Martin HIRSCH	Valérie PECRESSE
Directrice de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France	Directeur général de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris	Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

**Vu, le Contrôleur
financier de l'Assistance publique-
hôpitaux de Paris**

François RAYMOND

Annexe n°1 : valorisation des moyens mis à disposition du GIP.
Annexe n°2 : projection budgétaire pluriannuelle.